

Par

Antoine Beaulieu-Claveau  
Baccalauréat, Histoire, UQAM

Le Québec des années 1960 est, sur le plan politique, social, culturel et économique, en pleine ébullition. La société québécoise se modernise, s'ouvre sur le monde et rattrape rapidement son retard pris sur le reste du Canada. En ce qui concerne la politique, les deux premiers mandats du Parti libéral de Jean Lesage, soit celui de 1960 et celui de 1962, restent encore dans la mémoire populaire le point culminant de l'entrée du Québec dans la modernité. Pendant ces six années, les dépenses étatiques ont explosé, le gouvernement multipliant autant ses investissements en infrastructures de tout genre, qu'en programmes sociaux. C'est le début de l'État providence. Bien que les élections de 1962 aient été remportées par les libéraux de Lesage avec une majorité accrue[1], leur second mandat ne se déroulera pas sans accrochage ou sans contestation populaire. Une partie de la population s'oppose aux changements qu'elle estime être trop rapide[2]. Cette portion de la population est essoufflée. On entend même ce type de plainte en provenance de l'intérieur du gouvernement[3]. Ces voix s'opposent notamment à la création du ministère de l'Éducation, à l'augmentation des taxes scolaires et à la disparition éventuelle des écoles confessionnelles[4]. Ce qui laisse entrevoir que le conservatisme québécois d'ordre politique est loin d'être mort à la veille du déclenchement des élections de 1966[5]. À l'opposé, dès 1965, un pan de la population québécoise, s'étant habitué au rythme des réformes entreprises par le gouvernement Lesage, observe avec mécontentement le ralentissement du rythme[6]. Lors du déclenchement des élections en 1966, l'équipe libérale ne fait donc pas l'unanimité. Le journaliste Pierre Godin affirmera même, concernant cette équipe du tonnerre, qu'elle avait perdu sa «foudre et sa fougue»[7] de 1962.

Du côté de l'opposition officielle, l'Union nationale ronge son frein depuis 1960, étant le seul autre parti politique représenté en chambre. Tout d'abord farouchement opposée aux mesures interventionnistes adoptées par le gouvernement au début des années 1960, l'Union nationale, parti politique provincial que la plupart des Québécois associent aujourd'hui à la «grande noirceur» et à son défunt chef Maurice Duplessis, entreprend un virage important en mars 1965. Lors de son congrès, le parti change de visage et modifie son orientation politique, se rapprochant nettement plus des idées néolibérales du Parti libéral[8]. Daniel Johnson et son entourage travaillent donc au redressement complet du parti et définissent ses positions nationalistes[9].

Suivant cette idée, le chef de l'Union nationale, Daniel Johnson, publie son volume *Égalité ou Indépendance*. Ce livre traduit sa volonté de mettre de l'avant les revendications constitutionnelles pour l'égalité des deux nations canadiennes, tout en gardant la menace de l'indépendantisme québécois comme ultime recours en cas d'échec des négociations avec Ottawa. C'est un parti renouvelé, ayant abandonné en grande partie ses anciennes idées orientées sur le laissez-faire économique, le traditionalisme et l'Église catholique, qui fait face aux libéraux lors du déclenchement des élections le 18 avril 1966.

Dès le lendemain de l'élection, qui se conclut le 5 juin 1966 par la victoire-surprise des unionistes de Daniel Johnson, le journal *Le Devoir* pointe du doigt la carte électorale québécoise désuète comme étant la principale raison de la victoire de l'Union nationale[10]. Suivant le même raisonnement, Gérard Bergeron, dans son ouvrage paru en 1967, intitulé *Du Duplessisme au Johnsonisme 1956-1966*, affirme que le résultat des élections ne peut pas être interprété comme un recul des libéraux et attribue à «l'absurde carte électorale» la victoire des unionistes, qu'il qualifie de «cadeau» pour Johnson[11]. L'auteur rapporte également une déclaration publique faite au lendemain du dévoilement des résultats par Vincent Lemieux, professeur de sciences politiques, qui prétend que les libéraux ont été victimes de leur négligence à opérer une réforme convenable de la carte électorale[12]. Prêt de deux décennies plus tard, soit en 1983, le politologue Louis Massicotte affirme que «la carte est responsable du retour de l'Union nationale au pouvoir en 1966»[13]. En 1989, Réjean Pelletier reprend sensiblement la même idée dans sa publication *Partis politiques et société québécoise: De Duplessis à Bourassa 1944-1970*. Il associe la victoire-surprise de l'Union nationale à un mode de scrutin déformant, ainsi qu'à la carte électorale insuffisamment modifiée[14]. En effet, la carte électorale québécoise avait été partiellement remodelée par le gouvernement libéral, ajoutant de nouvelles circonscriptions principalement sur l'île de Montréal, là où une augmentation de la population le justifiait. Comme nous l'apprend André Grenier, en 1965, la carte électorale québécoise subit sa plus importante refonte. Depuis 1853, 29 des 95 districts électoraux sont modifiés, pour un total en 1966 de 108 sièges[15]. Ces nouveaux comtés principalement urbains étaient plus enclins à l'élection de candidats libéraux. Toutefois, de nombreuses circonscriptions rurales victimes de dépeuplement n'avaient pas été retranchées de la carte électorale au moment de la campagne électorale de 1966. Ces comtés dépeuplés étaient généralement plus favorables à l'Union nationale, ce qui lui permettait d'obtenir plus de sièges au parlement, avec un pourcentage de votes plus faible. Malgré la réforme importante apportée par les libéraux, la répartition du vote et la représentation populaire restaient disproportionnées en faveur des régions rurales[16], les régions rurales étant surreprésentées par rapport à d'autres régions[17]. Dans un tout autre ordre d'idée, Alain Lavigne, dans son récent ouvrage *Lesage le chef télégénique: Le marketing politique de l'équipe du tonnerre*, qui analyse les élections de 1966 d'un point de vue marketing et publicitaire, associe plutôt la victoire de Johnson à certaines erreurs des libéraux durant la campagne électorale, à une bonne planification des stratégies unionistes sur le plan marketing comté par comté et à leur façon de mener la campagne[18].

En nous concentrant principalement sur la rhétorique (les programmes, les déclarations aux journaux, les publicités médiatiques) et aux déplacements des chefs durant la campagne, plutôt qu'à l'organisation de terrain, (les assemblées partisans, le rôle des députés et candidats, le financement) nous chercherons à travers cet article à démontrer que la victoire unioniste de 1966 n'est pas uniquement imputable aux distorsions de la carte électorale. Nous trouvons insuffisant d'interpréter la victoire de Daniel Johnson comme étant causée uniquement par une carte électorale. Cette conclusion nous semblait trop fataliste et incapable d'expliquer l'ampleur des efforts entrepris par l'Union nationale pour battre les libéraux sur une foule de points, tout en tirant profit des imperfections de la carte électorale. Ainsi, nous affirmons que la carte électorale ne peut pas expliquer à elle seule la victoire de 1966. Les unionistes doivent également leur victoire aux efforts, aux tactiques et aux stratégies mis en place par les stratèges de l'Union nationale, ainsi qu'à la multiplication des bévues et erreurs libérales durant la campagne électorale.

Malgré la présence de multiples partis sur la scène politique, ce qui était un phénomène relativement nouveau pour l'époque, nous avons choisi de nous concentrer uniquement sur la campagne du Parti libéral et celle de l'Union nationale. Les tiers partis, comme le Ralliement national (RN) ou le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), seront laissés de côté dans cette analyse, bien que nous reconnaissons la pertinence d'entreprendre un jour de telles recherches. Les principales sources utilisées pour mener cette recherche sont des publications journalistiques provinciales à grand tirage: leur couverture médiatique concernant les tiers partis était très faible (pour ne pas dire inexistante dans certains cas). L'analyse des stratégies et tactiques employées par ces tiers partis politiques devenait du coup trop difficile à établir avec exactitude. C'est pourquoi nous trouvons plus pertinent de nous concentrer uniquement sur le Parti libéral et l'Union nationale.

Comme il fut énoncé, les sources utilisées pour cette recherche sont tirées de publications journalistiques. Pour des raisons d'accessibilité, uniquement des journaux à grand tirage ont été étudiés, car ils abordent une multitude de sujets, dont celui des élections, en plus d'offrir une couverture détaillée des événements au quotidien. Nous avons arrêté notre choix sur certains journaux publiés dans trois des principales villes de la province. Pour la ville de Montréal, nous avons choisi *Le Devoir* et *The Gazette* pour obtenir une couverture générale des élections qui soit autant anglophone que francophone. Pour la ville de Québec, nous avons choisi *Le Soleil*, et pour la ville de Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*. Ce dernier ne couvre pas de façon aussi assidue le déroulement de la campagne électorale, mais il permet d'avoir un regard moins métropolitain sur un ensemble de mesures proposées par les partis politiques. Également, nous avons cherché à obtenir une copie des programmes électoraux, avant de nous buter au problème de la rareté de ces sources. Nous nous sommes ainsi rabattus sur l'ouvrage de Jean-Louis Roy, *Les programmes*

*électorales du Québec, volume 2*[19], qui offre, en plus d'une brève analyse de l'auteur, une retranscription fidèle de l'ensemble des programmes électoraux. Le plan de l'article qui suit est simple: nous nous pencherons tour à tour sur la campagne des libéraux de Jean Lesage, ainsi que sur celle des unionistes de Daniel Johnson et concluons en dévoilant les résultats des élections, ainsi qu'en analysant ceux-ci.

### ***La campagne du Parti Libéral***

C'est le 18 avril 1966 que le déclenchement des élections est annoncé par le Parti libéral. Il s'agit d'un appel aux urnes précoce soit trois ans et sept mois après la victoire libérale de 1962. Avant la date du déclenchement, on peut déjà remarquer dans les divers journaux la présence de nombreux articles d'analystes et de journalistes qui tentent de déterminer la date officielle du déclenchement, ce qui laisse entrevoir l'absence d'effet de surprise entourant ce déclenchement[20]. Première ombre au tableau des libéraux, l'Union nationale de Daniel Johnson était préparée à cette éventualité et ne se sont pas fait surprendre comme en 1962. Le parti avait mis en place des structures permanentes pour éviter que la désagréable surprise de 1962 ne se répète. Il s'agit d'ailleurs d'un grand changement dans la façon dont l'Union nationale aborde le déclenchement des élections, l'ancienne méthode consistant à commencer quelques semaines avant le départ de la campagne électorale à travailler sur un programme[21]. La raison donnée par le gouvernement pour ce déclenchement est la suivante: demander un mandat précis à la population pour entreprendre les négociations avec Ottawa au sujet d'un nouveau partage de la fiscalité. Deuxième ombre au tableau, cette raison ne passe pas, évidemment, auprès de l'opposition officielle, mais aussi auprès d'un bon nombre de journalistes. Ces derniers trouvent «peu crédible» la raison avancée par les libéraux, ils y voient plutôt une forme de calcul politique basé sur la popularité du parti à ce moment précis[22]. Les libéraux n'en sont cependant pas moins confiants du résultat des élections et ne paraissent pas affectés par ces reproches, l'équipe étant globalement très confiante grâce à son solide bilan des six dernières années[23]. Le ministre de l'Agriculture et de la colonisation, M. Alcide Courcy, anticipe une victoire libérale dans 90 des 108 comtés. Afin de prouver le sérieux de son affirmation, il y va même d'un pari de dix dollars avec un courriériste du journal *La Presse* sur la défaite de M. Johnson dans son comté de Bagot[24]. Également, Bona Arsenaault, un ami personnel de Lesage, prévoit une campagne électorale sans histoire[25]. On observe donc que les libéraux méprisent à un certain point les unionistes et sont très confiants face à ce déclenchement d'élections, bien qu'on puisse observer que l'effet de surprise n'aura pas fonctionné et qu'il aura même été récupéré par l'opposition pour faire des reproches au gouvernement sortant.

Plus rapidement que leurs adversaires, les libéraux présenteront aux Québécois leur

programme électoral. Concernant sa structure, il vise tout d'abord à rappeler le bilan du gouvernement des six dernières années, ainsi que les acquis du Québec depuis 1960. Incorporé à tout cela, le programme libéral concernant les années 1966 à 1970 est présenté. En résumé, les libéraux visent à continuer les réformes et les modernisations du Québec et proposent un plan sensiblement orienté dans la même direction que celle établie par le parti depuis 1960. Dans l'ensemble, ce programme libéral passe bien auprès des journalistes. M. Claude Ryan, directeur du *Devoir*, affirme que ce programme ne manque pas de souffle et qu'il met l'idée du développement à l'avant-plan. Il note cependant que les six années au pouvoir semblent avoir assagi les ambitions du gouvernement qui vise le réalisme et la continuité des réformes suivant la même orientation. C'est un programme qui a pour but d'assurer la réélection du gouvernement et qui annonce sa volonté de poursuivre les réformes dans le même sens que les dernières années, l'État étant toujours au centre du développement de la province[26]. Dans l'ensemble, grâce à cette divulgation rapide, les libéraux verront les mesures proposées par leur programme être au centre des publications durant la fin du mois d'avril, ce qui est une réussite concernant la visibilité du parti et laisse un peu dans l'ombre l'Union nationale. Cependant, l'enthousiasme entourant ce programme électoral s'estompe rapidement, faute de grand projet ou de promesse impressionnante. La continuité étant centrale, le programme libéral ne bénéficiait pas d'éléments qui permettraient au parti de se distinguer hors de tout doute de son principal rival.

La fin avril annonce également le début de la campagne électorale de M. Jean Lesage. On note que tout au long de la campagne, l'ensemble de l'attention médiatique et des déclarations marquantes proviennent exclusivement du chef du Parti libéral. Cela fait d'ailleurs partie de la stratégie libérale. Cette campagne de 1966 vise à consolider les initiatives du parti, mais aussi à affirmer l'autorité de Lesage[27]. Ce dernier multiplie les discours à travers la province, qu'il parcourra de long en large deux fois durant les cinq semaines de sa tournée. C'est une véritable opération charme qui débute. Les journalistes parlent d'une campagne-éclair[28]. Le terme « campagne-éclair » ne semble pas avoir un point de départ bien précis, mais se répand rapidement dans l'ensemble des médias, qui s'en servent pour désigner la campagne menée par Lesage, qui a un rythme effréné[29], bat des records de poignées de main[30], et fait en moyenne de trois à quatre petits discours par jour, soit prêt de 250 au total[31]. Lesage utilise l'humour pour séduire les foules, et il réussira durant sa campagne à passer dans 70 des 108 comtés de la province. Le chef libéral profitera de cette attention médiatique pour marteler jour après jour les points les plus importants de son programme électoral et fera de multiples promesses électorales, telle la construction d'infrastructures routières, d'usines et de centres sidérurgiques dans les régions industrielles[32]. La forte attention médiatique portée à la personne de Lesage aura servi à le faire voir, et surtout à faire parler de son parti. En général, les médias parlent d'une réussite à charmer le Québec, sauf lors de quelques débordements...[33] En effet, la campagne-éclair commence à montrer ses limites dès la mi-mai pour plusieurs raisons. Premièrement, les discours rapides et brefs de Lesage réussissent certes à faire mousser les votes dans les régions favorables aux libéraux, mais sont peu convaincants pour certains publics mécontents du gouvernement. Faute de véritables réponses, délaissés pour des raisonnements rapides et parfois faciles, Jean Lesage

laisse à certains l'image d'un chef détaché de la réalité de certains comtés[34]. Le rythme effréné de la campagne en vient à épuiser Lesage, ce qui, additionné à son tempérament explosif, crée certains accrochages. Il se chicane souvent avec des journalistes ou des citoyens, brise des pancartes de grévistes[35] ou va carrément jusqu'à défier en combat singulier des contradicteurs du public[36]. Cette analyse des débordements dans la campagne de M. Lesage est aussi observable dans l'ouvrage d'Alain Lavigne[37]. Également, Vincent Lemieux, observe que la baisse de prestige de Lesage durant cette campagne est une des raisons du recul de son parti[38]. Malgré la visibilité qu'apporte la campagne-éclair du chef libéral, ses déboires et erreurs joueront contre son image et seront évidemment repris par l'Union nationale pour critiquer les libéraux.

Si le début de la campagne électorale, au mois d'avril, semble à l'avantage des libéraux, qui ont une bonne visibilité médiatique, le parti commence à perdre des plumes au début du mois de mai. La principale raison de ce retournement est la polémique entourant le dévoilement de la dernière portion du rapport Parent. Cela débute, lorsque Jean Lesage annonce à la population québécoise qu'il attendra la fin de la campagne avant de publier le rapport de la commission, annonçant qu'il préfère avoir le temps de l'analyser avant toute divulgation[39]. Bien que ce soit son droit en tant que chef d'État, cette décision passe mal auprès de la population de la province, qui, elle, veut connaître dès maintenant le résultat de la commission Parent, concernant les recommandations quant au financement du système scolaire et à l'avenir du système confessionnel. Il s'agit d'une tentative des libéraux de poursuivre la campagne selon leur plan initial qui ne prévoyait pas un tel dévoilement. Toutefois, c'est *La Presse* qui, à la grande surprise générale, divulguera le 7 mai cette dernière portion du rapport Parent[40], ce qui mettait bien entendu le gouvernement dans l'embarras. La réaction initiale de Lesage et de son équipe fut de garder le silence sur la question et de ne pas répondre aux demandes de Johnson, qui voulait voir le Premier ministre se prononcer sur le résultat du rapport Parent[41]. Lesage choisit plutôt de jouer la carte de l'honnêteté et d'avouer aux Québécois qu'il préfère plutôt attendre quelques jours et étudier le rapport pour ne pas se hâter à prendre position, ce qui ne serait pas, selon lui, une attitude responsable[42]. Lui et son ministre Gérin-Lajoie profitent de cet engouement pour l'éducation pour mettre de l'avant leur programme en la matière dans leurs déclarations et discours[43]. On observe ici une belle récupération du Parti libéral, qui au final aura su tirer profit de cette polémique en mettant de l'avant son programme et ses idées concernant l'éducation. Du coup, ils laissent derrière l'Union nationale, qui avait tenté en vain de pousser les libéraux à se compromettre.



## QUÉBEC en marche!



Un peuple instruit...  
un peuple FORT!

Éducation... nouvelle étape

### ÉDUCATION DES ADULTES

... les moyens pour chacun de compléter ses études, de se perfectionner, d'apprendre un nouveau métier.

### ENFANCE EXCEPTIONNELLE

... vaste programme d'ensemble, dans toutes les régions, pour donner aux enfants exceptionnels une formation pratique.

### NOUVELLE ALLOCATION SCOLAIRE

... \$240 par année pour les étudiants de 18 ans\* ... 40,000 la recevront en 1966-67

### NOUVELLE ÉTAPE DE LA GRATUITÉ SCOLAIRE

... enseignement pré-universitaire et professionnel gratuit dans toutes les institutions publiques ... quelque 90,000 étudiants en bénéficieront dès 1966-67 ... 150,000 d'ici 1970

### CENTRES UNIVERSITAIRES RÉGIONAUX

... dans les principales régions, l'enseignement universitaire deviendra accessible au plus grand nombre

### NOUVELLE UNIVERSITÉ FRANÇAISE POPULAIRE

... au centre de la Métropole, où le besoin est urgent de mettre à la portée de tous des cours de "rattrapage" et de perfectionnement


Quelques-unes des autres mesures  
que nous réaliserons ensemble...

- l'augmentation de \$120 à \$240 par année de l'allocation scolaire aux étudiants de 18 et 17 ans\* (quelque 140,000 en bénéficieront en 1966-67)
  - l'augmentation de \$96 à \$192 par année de l'allocation familiale à l'étudiant, de 12 à 15 ans, à compter du 3e enfant\*
  - des subventions accrues aux institutions privées (elles ont déjà reçu \$368,286,000 en 5 ans)
  - la création d'un régime général d'aide aux études permettant de faire face aux frais de scolarité là où ils existent et aux frais de subsistance (\$64,082,663 en bourses et prêts en 5 ans)
  - la création d'un service permanent de placement des étudiants selon les besoins régionaux et de l'orientation des études des candidats
- (\*Ces allocations seront assurées pour la moitié par Québec)

Déjà, en moins de six ans, nous avons  
réalisé ensemble...

- ✓ la gratuité de l'enseignement dans toutes les institutions publiques
- ✓ un enseignement secondaire accessible à tous (allocation de \$200 par année jusqu'à la 11e pour les étudiants des institutions privées)
- ✓ la création du ministère de l'Éducation et du Conseil supérieur de l'éducation
- ✓ des subventions aux commissions scolaires totalisant \$1 milliard, 177 millions en 5 ans
- ✓ la création d'une allocation scolaire de \$120 par année pour les étudiants de 16 et 17 ans (121,892 l'ont reçue en 1966)
- ✓ la gratuité des manuels scolaires et du transport des écoliers
- ✓ une fréquentation scolaire accrue (celle des jeunes de 12 à 16 ans est passée de 87% en 1960 à 90% en 1965 ... 400,000 élèves de plus dans les écoles du Québec depuis 1960)

*Nous savons qu'un QUÉBEC FORT et résolu nous permet d'exercer nos droits en toutes circonstances. Nous, Québécois, confierons à l'équipe du Québec en marche un mandat sans équivoque pour engager, en notre nom, les nouveaux pourparlers qui façonneront notre avenir collectif.*

Pour un Québec fort... gardons le Québec en marche!  
**VOTONS QUÉBEC**  **VOTONS LIBÉRAL**

Programme d'Éducation publié par M. Jean Marché, 905 rue Paix, Montréal 5, agent officiel du Parti libéral du Québec.

Figure 1: Exemple représentatif d'une publicité libérale publiée dans les journaux. L'emphase est mise sur la personne de Jean Lesage, ainsi que sur certains points spécifiques du programme électoral du parti Libéral. Les thématiques et photos varient d'une publicité à une autre, tout en gardant la même structure. « Publicité : Éducation ... nouvelle étape », *Le Devoir*, 24 mai, p.7.

La publicité et le marketing du Parti libéral, rompant avec les pratiques des élections de 1960 et de 1962, ne sont pas orientés vers la télévision, mais plutôt vers les médias écrits, limitant à quelques courts messages télévisés d'une minute leur apparition sur les écrans québécois[44]. Suivant la stratégie du parti durant ces élections, l'ensemble des publicités libérales ont deux points en communs: vanter le bilan libéral et le programme proposé, ainsi que mettre Lesage au centre des publicités, décidant du coup de miser sur la personne de M. Lesage et son image de chef, plutôt que sur l'équipe libérale, cette décision étant liée aux tiraillements internes dans le parti entre Lesage et certains de ses ministres[45]. L'ensemble des publicités est divisé par thématiques et regroupe les principaux points du programme libéral accompagnés d'une photo prise de M. Lesage dans une situation thématique[46]. Leur nombre augmente au fur et à mesure que la date du vote se rapproche. Leur positionnement dans les journaux s'améliore lui aussi. Le parti n'hésite pas à acheter de pleines pages à répétition dans les journaux les plus populaires. On observe une campagne publicitaire orientée sur les idées et sur Lesage, campagne qui reste somme toute assez uniforme tout au long de l'élection.

### ***La campagne de l'Union nationale***

L'Union nationale débute la campagne électorale avec une offensive. Le parti récupère à son avantage le déclenchement hâtif et en profite pour discréditer les libéraux. Johnson et son équipe dénoncent le gouvernement, qu'ils accusent de masquer la vérité quant aux raisons du déclenchement précoce des élections[47]. L'Union nationale affirme plutôt que les libéraux craignaient de déposer leur budget,



1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100

# VÉRITÉ ÉLECTIONS VÉRITÉ

## POUR CACHER LA VÉRITÉ À LA NATION, LES LIBÉRAUX DÉCLENCHENT DES ÉLECTIONS

**LE PRÉTEXTE À CES ÉLECTIONS?** Les libéraux n'ont pas trouvé mieux qu'une excuse cousue de fil blanc. Il leur faut, paraît-il, un mandat pour négocier avec Ottawa... Pourtant, ce mandat, le gouvernement libéral l'a dans sa poche depuis longtemps. La Chambre le lui a accordé à l'unanimité le 23 mai 1962!

**LA VÉRITÉ VRAIE, la vérité que le régime libéral veut cacher aux Québécois, la voici:**

- Le gouvernement libéral n'a plus d'argent. Ses coffres sont à sec. Certains comptes courants sont en souffrance depuis plus de 18 mois. Le régime libéral ne veut pas que le peuple le sache... avant les élections.
- Le climat du travail se détériore de jour en jour. Les grèves se multiplient. Ouvriers, professeurs, cultivateurs, policiers, fonctionnaires, tous les travailleurs s'impatientent. Le régime libéral ne veut pas que la chaudière explose... avant les élections.
- Les libéraux craignent le comité des comptes publics, le rapport de la commission Smith sur les transactions de Ville LaSalle, les procès des députés libéraux Laroche et Bernier. Le régime libéral ne veut pas de révélations... avant les élections.
- Les libéraux ont imposé une double cotisation au régime des rentes à tous ceux qui travaillent à leur compte. Ces travailleurs sont déjà chargés de taxes. En grande partie leur cotisation n'a pas encore été perçue. Le régime libéral ne veut pas traîner ces travailleurs devant les tribunaux... avant les élections.
- Lesage hésite avant de livrer la dernière tranche du rapport Parent. Cette tranche traite de la confessionnalité et du financement du système d'éducation; elle touche de très près le peuple québécois. Le régime libéral ne veut pas révolter les parents ni taxer davantage... avant les élections.

**Québécois, vous avez le choix, ou d'accepter un faux prétexte,  
ou de croire à la vérité.  
L'UNION NATIONALE A CHOISI.**


 **QUÉBEC D'ABORD!**  
Cette annonce est payée par monsieur Léo Daignon, C.A., 1290 rue Saint-Denis, Montréal, agent de l'Union Nationale.

Figure 2: Publicité publiée principalement au début de la campagne électorale, traduisant la volonté de L'Union nationale de dénoncer les libéraux quant aux raisons officielles du déclenchement de l'élection. « Publicité : Pour cacher la vérité à la nation, les Libéraux déclenchent des élections », *Le Devoir*, 10 mai, p.7.

qui aurait dû être remis le jour du déclenchement, de peur que les Québécois ne voient l'ampleur des dépenses étatiques. Johnson qualifie même Lesage de «pire Intendant depuis Bigot»<sup>[48]</sup>. Le chef de l'opposition fait aussi planer le doute quant à la possibilité que les libéraux agissent de cette façon pour dissimuler l'adoption de nouvelles mesures fiscales impopulaires<sup>[49]</sup>. Ce type de dénonciations concernant les dépenses et l'économie québécoise est d'ailleurs central dans la stratégie unioniste en début de campagne. La majorité des critiques faites contre le gouvernement sortant touchent cette thématique. Le but est de discréditer le bilan libéral aux yeux des électeurs, dénonçant les hausses de coûts pour les contribuables qui sont liées aux dépenses gouvernementales toujours à la hausse. Johnson affirme même dans un discours que «les gens en ont assez d'être les cobayes payants du Parti libéral»<sup>[50]</sup>. Le chef unioniste tente également de faire peur aux électeurs en sortant l'épouvantail de l'insolvabilité de la province. Prétendant que, si l'État provincial continu à s'endetter, il ne pourra plus se tenir debout devant Ottawa<sup>[51]</sup>. Johnson fait aussi miroiter la crainte des investisseurs étrangers envers le gouvernement libéral<sup>[52]</sup>. On observe que l'Union nationale tente de récupérer le sujet des dépenses étatiques et de le joindre aux ambitions nationalistes des Québécois, afin de faire craindre les fortes dépenses des libéraux par l'électorat québécois. Les critiques répétées des unionistes concernant les dépenses étatiques auront pour effet de pousser Lesage et Lévesque à défendre plus ardemment leur bilan financier dans leurs discours<sup>[53]</sup>. On observe donc que cette stratégie aura su mettre de façon temporaire les libéraux sur la défensive et aura permis à l'Union nationale d'occuper à son tour l'avant-scène médiatique québécoise.

En plus des critiques sur l'économie, Johnson ne perd pas de temps pour mettre de l'avant très tôt dans la campagne son propre plan de développement économique et les mesures que l'Union nationale proposera dans son programme qui ne sera pas dévoilé officiellement avant le début du mois de mai. Afin de créer un environnement favorable aux investissements, l'Union nationale vise à créer une banque industrielle qui aiderait les PME ayant besoin de capital pour se moderniser et rejoindre de nouveaux marchés<sup>[54]</sup>. Selon certains journalistes de l'époque, une telle idée faisait forte impression chez les Québécois qui y voyaient une occasion d'augmenter leur emprise sur l'économie provinciale<sup>[55]</sup>. Une mesure, qui rappelle également la proximité traditionnelle du parti avec les entreprises privées, qu'il continue de vanter et protéger, sans cependant discréditer l'idée de la nationalisation comme c'était le cas au début de la décennie, ce qui nous ramène aux nouvelles valeurs du parti de M. Johnson<sup>[56]</sup>. Concernant le sujet de

l'économie québécoise, l'Union nationale met de l'avant une stratégie utilisant le bâton et la carotte. Le parti tente d'effrayer les Québécois quant à la direction que prend le gouvernement actuel pour ainsi mieux faire miroiter les avantages des propositions en matière économique du programme unioniste.

Comme il fut mentionné plus tôt, l'Union nationale tenta en vain de tourner à son avantage la polémique entourant la divulgation du rapport Parent. Dès que le premier ministre annonce qu'il ne divulguera pas le rapport avant la fin des élections, Johnson se saisit de l'événement pour tenter de pousser les libéraux à se compromettre sur la question en réclamant la divulgation du rapport et les positions du gouvernement sur ce dernier[57]. Reprenant pour ainsi dire les mêmes arguments utilisés contre le déclenchement d'élections anticipées, Johnson associe ce refus de divulgation à une menace de hausse des impôts et à l'adoption de mesures impopulaires[58]. Ce qui nous ramène à la stratégie du bâton et de la carotte qui est utilisée en début d'élection. Toutefois, la divulgation-surprise du rapport par *La Presse* coupera nette les possibilités de l'Union nationale de faire prendre des proportions importantes à la contestation populaire. De plus, la réaction rapide et efficace des libéraux concernant le sujet leur redonnera même l'avantage sur les unionistes en faisant parler d'eux dans les médias tout au long de la seconde semaine de mai, laissant du coup l'Union nationale dans l'ombre. Les stratèges du parti n'auront pas su reprendre cette affaire à leur avantage. Cependant, malgré l'échec de cette tentative, on voit que les stratèges unionistes sont bel et bien actifs et tentent de mener des actions pour prendre le dessus sur les libéraux.

Un peu après celui des libéraux, le programme unioniste sera dévoilé le dimanche 1 mai 1966. L'ensemble du programme est structuré de façon à souligner les problèmes qui touchent le Québec et ensuite, à soumettre les solutions proposées par l'Union nationale[59]. Au premier coup d'œil, on remarque qu'une douzaine de propositions sont identiques à celles proposées par les libéraux, ce qui prouve le rapprochement entre les politiques des deux partis[60]. Dans l'ensemble, les deux partis cherchent à atteindre les mêmes buts, mais c'est par les moyens qu'on note les différences. L'Union nationale, favorable à l'État-providence, est catégorisée comme étant un parti conservateur-progressiste sur le plan économique[61]. Cependant, le point marquant qui attirera l'attention de bon nombre de médias fut la teinte nationaliste donnée au programme unioniste. Il vise à faire du Québec l'État national des Canadiens français[62], ce qui placerait l'État québécois au centre de cet épanouissement national. Sur le plan constitutionnel, l'Union nationale est beaucoup plus avant-gardiste que son adversaire, sans toutefois préciser la marche à suivre. Le programme laisse un certain flou autour des moyens à prendre pour faire gagner en force l'État québécois. Ce faisant, il était impossible d'affirmer que le parti était antifédéraliste, ou anti-État associé ou même anti-statut particulier. C'est donc une image associée aux changements constitutionnels et aux revendications nationalistes qui colle au parti, grâce à ce programme, qui fera beaucoup parler de lui.

Dès la mi-mai, c'est au tour de Johnson de débiter sa tournée du Québec, soit une quinzaine de jours après son rival, au moment où peu de gens croient encore à un balayage libéral. Les journalistes de l'époque hésitent à affirmer qu'il s'agissait d'un retard dû à des difficultés internes de mise en route ou d'une manœuvre savamment étudiée. Toutefois, ce retard était bel et bien volontaire[63]. En prenant un certain retard sur les libéraux, les unionistes pouvaient lancer leurs troupes encore fraîches dans la campagne. De plus, le fait de rester sur la touche permettait à l'Union nationale de guetter les libéraux et d'attendre la moindre bévue pour ensuite la leur reprocher[64]. Johnson annonce également la tournure que compte prendre son parti, quant à la façon de mener cette campagne électorale. Contrairement à Lesage qui passe en coup de vent pour visiter le plus de comtés possibles, Johnson vise plutôt à travailler sur la base de chaque comté, soit la tactique du *poll-par-poll*[65]. Les stratèges unionistes avaient eu pour tâche de cibler une soixantaine de comtés clefs, où la population était particulièrement mécontente ou bien qui avaient été gagnés en 1962 avec une mince avance par les libéraux[66]. Ces stratèges calculaient qu'advenant la prise de 45 de ces 60 comtés visés en plus des comtés considérés comme des forteresses unionistes, il était mathématiquement certain que l'Union nationale formerait le prochain gouvernement[67]. Ainsi, Johnson reste quelques jours dans la même région, puis passe à la suivante. Il prend le pouls de chaque région, s'informe des situations particulières de chaque comté et se renseigne sur les problèmes touchants la population. Ces précieuses informations seront incessamment reprises dans les discours du chef pour discréditer le gouvernement et, ainsi, lui ravir un maximum de vote dans des comtés jugés prenables. Johnson, qui ne peut pas se vanter d'être aussi populaire que son rival, adopte une attitude calme et conviviale dans ses discours. Ces discours sont préalablement écrits. Une grande place y est laissée pour l'humour, ce qui permet à Johnson de se rallier l'assistance tout en dénonçant les problèmes qui la touchent[68]. On observe donc que l'Union nationale déployait des efforts soutenus pour s'accaparer le vote de régions bien précises. Ce faisant, les stratèges unionistes exploitaient certes les lacunes de la carte électorale désuète, mais allaient plus loin en centrant leurs actions sur des comtés prenables. L'ensemble des efforts et actions étaient calculés pour atteindre un seul but: gagner les comtés là où ça comptait le plus afin de former le prochain gouvernement.

La campagne électorale de Johnson était certes basée sur le programme unioniste, mais laissait aussi une place importante aux dénonciations de problèmes et à l'exploitation du mécontentement populaire. En plus des dénonciations en matière économique en tout début de campagne, Johnson tente de reprendre à son avantage une multitude de problèmes auxquels il associe les libéraux, après quoi, il propose ses solutions. Cette technique est d'ailleurs identique à la méthode utilisée dans la conception du programme électoral du parti. Dans les régions rurales, qui se sentent oubliées par les modernisations apportées au Québec, Johnson insiste sur le fait que le gouvernement libéral n'arrive pas à comprendre les besoins des agriculteurs[69], ce qui n'est pas le cas de son parti. Il accuse également les libéraux de promettre la lune à la province,

tandis qu'une grande portion de la population est toujours pauvre[70]. Le chef unioniste insiste sur le fait que les démunis sont en train de manquer le bateau de la modernité et que son parti, lui, visera à réduire l'écart entre les pauvres et les riches. Johnson et son parti joueront ainsi la carte du mécontentement dans les régions rurales victimes d'un retard dans leur développement économique, dans les comtés habités par une population moins nantie et dans les régions éloignées des grands centres urbains[71]. Les lacunes des libéraux dans le développement de ces régions seront ainsi retournées contre eux[72]. On constate donc que l'Union nationale courtisait le vote de mécontentement issu d'une portion bien précise de la population québécoise, soit les agriculteurs, les ouvriers et les démunis, qui sentaient que le développement inégal de la province ne leur était pas favorable.

Suivant la stratégie du *poll-par-poll*, Johnson entreprend la dernière portion de sa campagne électorale le 23 mai 1966, par «l'attaque» de la forteresse libérale sur l'île de Montréal. Il s'agit de l'opération tornade. Rompant du coup avec l'attitude traditionnelle de son parti, qui boudait l'île préférant mettre ses efforts là où le parti pouvait espérer observer un maximum de gain. Johnson enclenche la cinquième vitesse et se présente à six assemblées dans six comtés montréalais le même soir pour faire de bref discours[73]. Il fait également son discours de fermeture le 2 juin à l'aréna Maurice Richard, attirant une assistance estimée entre 10 000 et 12 000 personnes. Les stratèges avaient prévus depuis des mois tenter une percée à Montréal, qui était tenu pour acquis par les libéraux. Le but visé par une telle stratégie est de maximiser les pertes libérales dans la région[74]. Pour ce sprint final, Johnson porte une attention particulière à son image, qu'il veut calme, posée et retenue[75]. Ce faisant, il se distingue de Lesage, qui multiplie les discours agressifs et dégage l'image d'un homme épuisé dans la dernière semaine de la campagne[76]. Le parti finissait ainsi sa campagne sur un territoire risqué, qu'il jugeait pouvoir lui rapporter suffisamment de comtés gagnants pour en valoir le coût.

Quant aux publicités unionistes, elles traduisent bien les diverses stratégies utilisées par le parti durant l'élection. Il est possible de les diviser en deux groupes distincts. En premier lieu, l'Union nationale choisit de mettre l'emphase sur les divers candidats locaux, et donc sur l'équipe unioniste plutôt que sur leur chef[77]. Cette pratique rappelle bien la tactique du *poll-par-poll*. Tout comme nous le rappelle Jean Loiselle dans son ouvrage, le manque de popularité du chef qui se reflète dans les sondages force l'Union nationale à miser sur une stratégie publicitaire qui ne se centre pas uniquement sur Johnson, mais bien sur ses différents candidats[78]. Les mauvaises relations existantes entre les journalistes et le chef unioniste encouragent la propagation dans les médias d'une image infidèle à sa réelle personnalité[79]. Entre 1960 et 1966, l'image de Johnson transmise par les journaux est généralement liée à celle des valeurs traditionnelles de l'Union nationale des années cinquante[80]. Une telle publicité fut efficace pour donner une visibilité accrue aux différents candidats





LES JOURNALISTES AYANT PLUTOT INSISTE SUR L'ASPECT NEGATIF DE LA CAMPAGNE DE GABIAS NOUS VOULONS DEMONSTRER ICI QUE

GABIAS EST UN CANDIDAT POSITIF QUI EXPOSE UN PROGRAMME CONSTRUCTIF

CELUI DE L'UNION NATIONALE

Le 14 mai à l'école St-Sacrement :

M. Yves Gabeas a expliqué l'importance de la décentralisation industrielle...

Le 22 mai à l'école St-Paul :

M. Gabeas explique son point de vue sur l'industrialisation...

Le 28 mai Bâtisse Industrielle :

Plus de 2000 personnes ont assisté Yves Gabeas 'Mon député' à la bâtisse industrielle...

Le 17 mai à l'Académie St-Dominique :

Devant les difficultés que rencontrent les municipalités de Québec...

Le 23 mai à l'école St-Philippe :

Le député de Trois-Rivières a permis de connaître une grande partie...

Le 29 mai à l'école St-Pie X :

En vue de l'industrialisation de Québec a attiré le député de l'Union Nationale...

Le 18 mai à l'école Notre-Dame des Pins :

Après avoir expliqué la nouvelle administration fédérale et provinciale...

Le 24 mai à l'école St-Jean Godefroy :

Constatant de l'importance des forces de Gabeas a permis la création...

Toutes ces déclarations ont été tirées des discours ou de la période de questions qui les suivait.

Le 19 mai Paroisse Ste-Thérèse :

Représentant l'industrialisation de Québec a permis de connaître...

Le 26 mai à l'école Marguerite-Bourgeois :

M. Gabeas a démontré que les industriels ont le plus grand intérêt...



Figure 3: Exemple de publicité unioniste mettant l'emphase sur un candidat local plutôt que sur le chef Daniel Johnson, ce qui rappelle la stratégie du poll-par-poll axée sur les comtés plutôt que sur l'ensemble de la province. « Publicité : Gabias c'est mon député », *Le Nouvellistes*, 2 juin 1966, p.9.

unionistes. En second lieu, les responsables en marketing du parti orientent, surtout en fin d'élection, toutes les publicités sur la dénonciation du bilan libéral[81] et de la personne de M. Lesage[82]. Une telle offensive contre Lesage, et sur lui seul, avait été déterminée grâce à des sondages avant même le déclenchement des élections: Lesage étant apparemment moins populaire que ses différents ministres[83], tels que Lévesque, Kierans et Gérin-Lajoie[84]. Malgré l'opposition de Johnson[85], ce dernier suit le plan établi par ses stratèges et laisse aller une telle publicité, en plus de n'attaquer que le chef libéral dans ces discours. En agissant de la sorte, l'Union nationale tentait de se rallier le vote des indécis à la toute fin des élections en discréditant le premier ministre sortant, ainsi que le bilan de son équipe. L'Union nationale, moins riche que son rival, mise sur une « sursaturation publicitaire » à la toute fin de la campagne pour attirer un maximum de vote à moindre coût qu'une publicité uniforme et continue[86]. Principalement, les publicités dénonçant les libéraux et Jean Lesage seront tapissées dans de multiples journaux quelques jours avant le scrutin, ce qui en dit long sur l'importance de la dénonciation et de la récupération du mécontentement dans les publicités unionistes.

#### ***Analyse des résultats de l'élection***[87]

À la surprise générale, au soir du dimanche 5 juin 1966, c'est l'Union nationale de Daniel Johnson qui forme le prochain gouvernement. Des 63 députés libéraux de 1962, il n'en reste plus que 51, malgré l'augmentation du nombre de comtés qui était



LE **QUEBEC en marche... vers la faillite !**



**C'est ça la politique de grandeur !**

- \* Si nous voulons que cessent les taxes et l'endettement, il est du devoir de chacun d'aller voter
- \* C'est votre argent qui est en jeu
- \* C'est votre propriété qui est hypothéquée, chaque fois que la province emprunte
- \* C'est pour payer l'intérêt de ces emprunts que Lesage impose de nouvelles taxes

**VOTEZ** pour protéger votre propriété  
(hypothéquée par les emprunts)

**VOTEZ** pour protéger votre revenu  
(affecté par les taxes)

**VOTEZ** pour que cesse le gaspillage

**VOTEZ** pour que cessent les extravagances

**VOTEZ** pour des gens qui connaissent la valeur de l'argent

Disons **NON** à celui qui en 1960 promettait:  
"Je le répète le programme du parti libéral sera réalisé sans aucune augmentation de taxe."  
(Lesage en 1960)

**VOTEZ UNION NATIONALE**

**VOTEZ Me MAXIME LANGLOIS**

**QUÉBEC D'ABORD !**

**DEHORS les "taxeux et les gaspilleux"**

Figure 4: Excellent exemple de publicité visant à attaquer les libéraux, dénonçant l'explosion des dépenses gouvernementales sous Lesage. Cette publicité laisse entrevoir également le double discours qu'entretient l'Union nationale. D'un côté il présente un programme favorable aux dépenses étatiques, tandis que de l'autre il accuse les libéraux d'endetter le Québec. Cette stratégie visait à s'accaparer les votes des électeurs autant conservateurs que réformistes. «Publicité : Québec en marche... vers la faillite!», *Le Soleil*, 3 juin 1966, p.22.

BOX

LE BEYOIR, MONTREAL, VENDREDI, 3 JUIN 1966

# JEAN LESAGE A TRAHI LE QUÉBEC



En octobre 1964, Jean Lesage a accepté volontairement, de son propre chef, en pleine connaissance de cause, de livrer le Québec pieds et poings liés à ses amis d'Ottawa et au contrôle des provinces anglophones.

Il a agité, sans discussion, la fameuse FFF.

La Formule Fulton-Favreau.

La FFF, une sorte de police constitutionnelle, dont le véritable rôle est de supprimer les libertés du Québec.

La FFF, qui empêche le Québec de réclamer, et même d'exercer ses droits les plus fondamentaux.

La FFF, qui asservit le Québec à la volonté d'Ottawa et à la règle majoritaire des autres provinces.

Voyons un peu, en abrégé, l'histoire de cette trahison de Jean Lesage.

## PREMIÈRE ÉTAPE

Le 14 octobre, 1964, Jean Lesage, entouré de ses ministres Kléban et Grou-Lapin, approuve à Ottawa la FFF, une autre version l'Assemblée législative du Québec.

Le 3 novembre, 1964, le premier ministre de Canada fait tenir à Jean Lesage le texte de la FFF, et confirme que ce texte a été approuvé à l'unanimité.

Le 17 novembre, 1964, Jean Lesage accepte réception de ce texte et reconnaît par écrit qu'il "admettait la décision prise le 14 octobre." Et il conclut: "Il se agit d'une loi que j'accepte favorablement (à l'exception de la FFF) sans pour cela le droit de la renvoyer ensuite par le procureur (de Québec), de sorte que j'espère que vous serez en mesure de reconnaître les éléments à la Majesté (britannique) à l'époque prévue."

## DEUXIÈME ÉTAPE

Tel que convenu avec Ottawa, Jean Lesage s'engage plus avant dans le texte, et le 28 janvier, 1965 il annonce, dans le *Devoir* de Québec, une modification visant à faire valoir l'adoption de la FFF par le Québec.

Le 22 janvier, 1965, Jean Lesage invite la session FFF de l'Assemblée, son assemblée pour se limiter la discussion avait que l'adoption, Jean Lesage, se le présente.

Rebuté par cette assemblée dans la technique, David Johnson et les députés de l'Union Nationale et devant sur la scène publique pour déclarer l'opinion sur les dangers que la FFF fait courir au Québec.

Et sont rapidement appuyés par le peuple, les intellectuels, les corps intermédiaires, et même certains administrateurs politiques. Ils déclarent, une assemblée populaire.

Et reprennent des appels incessants de tout le reste du Québec.

## TROISIÈME ÉTAPE

Jean Lesage, penché dans sa chaise, part lui-même en campagne, appuyé par ses ministres René Lévesque, Pierre Laporte, Eric Kérouac.

Il promet, tel et tel, des discours en faveur de la FFF.

Il prétend que David Johnson renchérit, "qu'il perdrait la face..."

Il dit que la FFF est la seule formule acceptable pour le Canada.

Il exige que le fédéralisme libéral continue, À BOUT CLÔT, la FFF.

Il affirme, le 15 mars 1965, que "la province de Québec ne devrait pas une province pauvre d'autre... QUELLE L'EST?"

Il refuse, le 17 mars 1965, de rencontrer la FFF à un référendum ou dit: "Je n'ai aucune intention d'en faire un. Comment voudriez-vous que j'aie quelque chose à dire NON-INDISTINCT?"

Où, le peuple de Québec avait souffert.

## QUATRIÈME ÉTAPE

Alerté par David Johnson et l'Union Nationale, le peuple de Québec avait été bien averti que Jean Lesage avait trahi, qu'il marchandait ses droits, qu'il vendait les droits du Québec à la volonté d'Ottawa et des autres provinces.

Le peuple de Québec n'a rien écrit à Jean Lesage. Et Jean Lesage a menti. Jean Lesage a menti devant David Johnson et l'Union Nationale.

Le 18 octobre, 1965, il reconnaît par écrit "il est, et sera."

Puis il dit: "Attendons un peu avant de dire tout que les élections d'Ottawa soient faites. Je ne veux pas être au Canada dans le pire..."

Quel Canada?

Et dans ce Canada, quel Québec?

Enfin, Jean Lesage prétend que la FFF "était morte et enterrée", après avoir écrit au premier ministre du Canada que "Mes pensées, le Québec n'a pas l'intention de l'appuyer, et tel est le droit d'Ottawa en des autres provinces, à ce que l'on s'accorde de reconnaître l'étude de la FFF..."

Et c'est ce même Jean Lesage qui a l'habitude d'ajouter: "Je suis un homme de parole..."

Le 29 août, 1964, il reconnaît qu'Ottawa a accordé le champ des droits du Québec, et il nous demande d'accepter, dit-il, cette décision...

Enfin, reconnaît-il, Ottawa refuse de nous rendre, sans faire de services, même une fraction de notre argent...

De notre argent à nous...

Qui donc, après cela, ose prétendre que Jean Lesage n'a pas trahi le Québec?

IL EST VRAI QUE JEAN LESAGE A RECULÉ DEVANT DAVID JOHNSON, MAIS POUR COMBIEN DE TEMPS?

Quittons, provisoirement, le fait que le 2 juillet nous donnait à David Johnson et à l'Union Nationale les moyens de nous garder nos libertés.

Les moyens d'exercer les droits qui sont à nous.

Les moyens de disposer nous-mêmes de notre argent.

L'Union Nationale entend, sans pour autant pas marchandage, mais exercer immédiatement 100% de nos droits, sans passer par Ottawa ou par la Majesté britannique.

L'Union Nationale disposera immédiatement de 100% de l'impôt sur le revenu, et alors nous aurons les moyens de l'impôt d'impôt les revenus de \$2,000 et de \$4,000 sans passer par le bon vouloir d'Ottawa.

L'Union Nationale disposera immédiatement de 100% de l'impôt sur les corporations; et alors nous aurons les moyens de développer nos propres industries et d'assurer du travail au Québec sans qu'il y ait Ottawa.

L'Union Nationale disposera immédiatement de 100% de l'impôt sur les successions; et alors nous aurons les moyens d'empêcher d'impôt les capitaux investis dans le développement du Québec.

L'Union Nationale disposera immédiatement de 100% de la sécurité sociale; et alors nous aurons les moyens d'exercer nous-mêmes nos libertés, nos libertés, nos libertés, nos libertés des provinces et des populations proportionnelles au coût élevé de la vie, sans passer par Ottawa.

L'Union Nationale veut aussi discuter d'égal à égal avec Ottawa, même les questions jusqu'à maintenant du domaine fédéral, et qui requièrent la participation du Québec.

Notre argent est à nous. Nos droits sont nos droits sans appartenance. Notre volonté est la nôtre.

L'Union Nationale est le seul parti capable d'empêcher Jean Lesage de continuer à trahir le Québec.

LA BATAILLE N'EST PAS FINIE. LE 3 JUIN, IL FAUT QUE TOUS LES QUÉBÉCOIS DONNENT À L'UNION NATIONALE LES MOYENS DE RENDRE AU QUÉBEC TOUTE SA LIBERTÉ ET SA PROSPÉRITÉ.

Cette brochure est autorisée par M. Bernard Lavigne, 2015 rue Saint-Hubert, Montréal, agent de M. René Garmoise, candidat dans le 10<sup>e</sup> arrondissement.



# QUÉBEC D'ABORD!

DANS D'ARCY MCGEE VOTEZ POUR BORIS GARMOISE

Figure 5: Exemple de publicité unioniste visant à attaquer directement Jean Lesage, pour ainsi le lier à des choix et décisions impopulaires prises par son gouvernement. « Publicité : Jean Lesage a trahi le Québec », *Le Devoir*, 3 juin 1966, p.10.

passé de 95 à 108. Les journaux annoncent que L'Union nationale rafle 55 comtés, soit 24 de plus qu'en 1962[88]. Fait marquant, l'Union nationale remporte ces élections avec seulement 40,8% des votes, contre 47,4% pour les libéraux. Également, on observe un recul général de l'appui populaire aux libéraux dans une majorité des comtés, que ces régions aient élu un candidat libéral ou non, la présence du RIN expliquant en partie ce recul[89]. Du côté de l'île de Montréal, qui a vu son total de comtés augmenter entre 1962 et 1966 de 16 à 25, six comtés sont remportés par l'Union nationale[90], soit quatre de plus qu'en 1962. Il s'agit majoritairement de comtés ouvriers et francophones. Dans les régions rurales et semi-rurales au sud du fleuve St-Laurent, ce n'est pas moins de neuf comtés qui passent des libéraux aux unionistes[91]. Quant à la région métropolitaine de Québec, cinq des sept comtés sont maintenant détenus par l'Union nationale.

En général, l'ensemble des journalistes sont surpris de ce résultat et pointent rapidement du doigt la carte électorale désuète comme étant la principale raison expliquant ce résultat[92], conclusion reprise par plusieurs chercheurs dans les décennies qui suivent, tels Gérard Bergeron, Vincent Lemieux et Réjean Pelletier. Toutefois, comme nous avons cherché à le démontrer, nous affirmons plutôt que la victoire de l'Union nationale durant l'élection de 1966 est causée par bien plus de facteurs qu'une simple carte électorale désuète, qui à elle seule ne peut être qu'une explication partielle du résultat. Contrairement aux conclusions tirées par certains journalistes et chercheurs, nous croyons, tout comme Alain Lavigne, que le résultat de ces élections s'explique par les efforts déployés par les stratèges unionistes, qui auront su mettre à exécution des stratégies et des tactiques bien précises pour prendre avantage sur leurs rivaux, ne laissant ainsi pas de place à la chance ou au hasard.

Premièrement, on observe que la campagne de Daniel Johnson, basée sur le *poll-par-poll*, aura porté ses fruits. Ayant réussi à contrôler adéquatement son image et ayant gardé son énergie pour la fin, le chef unioniste et ses stratèges auront su faire sortir le vote là où il était le plus important de l'obtenir. Contrairement à la stratégie libérale, basée sur la quantité des votes, la stratégie de l'Union nationale visait à mettre les énergies uniquement là où les résultats le justifiaient, afin de rafler un maximum de comtés précis. Évidemment, les failles de la carte électorale n'étaient pas inconnues aux stratèges du parti. Toutefois elles ne l'étaient pas plus des libéraux qui, eux, n'auront pas su protéger leurs comtés clefs. Les unionistes auront volontairement

tiré profit de cette carte électorale, en plus de concentrer leurs efforts dans des comtés prenables et de multiplier les mesures pour gagner l'élection. Cela laisse de côté les conclusions fatalistes des journalistes et chercheurs qui s'expliquaient de tels résultats non pas par l'effort des stratèges unionistes, mais plutôt par un coup de chance lié à la carte électorale de 1966. L'Union nationale a bel et bien travaillé pour réussir à former le prochain gouvernement et donc n'a pas simplement été bénéficiaire d'un «beau cadeau».

Également, «l'attaque de la forteresse libérale» ou la tentative de trouée sur l'île de Montréal se sera montrée bien payante pour les unionistes. Les libéraux ayant principalement concentré leurs efforts dans la région de Québec vers la fin de la campagne, les troupes unionistes avaient le champ libre pour mener l'opération tornade dans un territoire traditionnellement déserté par leur parti. Il s'agissait d'un risque: le vote montréalais n'était généralement pas favorable à l'Union nationale, mais au final, le résultat en aura valu le coup. Cette prise de six comtés montréalais aura fait la différence entre l'opposition et le gouvernement pour Daniel Johnson. Cette conclusion est également amenée par Richard Daignault, qui affirme que la défaite de Lesage s'explique par l'incapacité de son parti à remporter la victoire dans certains comtés urbains qui se devaient d'être conservés[93]. Bien qu'on soit loin d'un balayage de l'Union nationale dans la métropole, cette tactique agressive aura atteint son but: occasionner des pertes majeures aux libéraux. Certains de ces comtés étaient d'ailleurs fraîchement issus de la réforme libérale de cette même carte. Une telle prise de comtés urbains ne saurait donc être expliquée par l'argument de la carte électorale désuète.

Lorsqu'on observe le marketing utilisé par les deux principaux partis, on constate que l'Union nationale aura repris à son avantage l'approche libérale, qui concentrait l'attention autour de son chef. Cette centralisation autour d'un seul élément aura permis aux unionistes de s'en prendre à l'image du chef libéral plus facilement que si les publicités libérales avaient été réparties sur l'ensemble des candidats ou des ministres importants. Cette récupération des stratèges unionistes, additionnée aux erreurs commises par M. Lesage, auront permis de ternir l'image, non pas que du chef, mais bien du Parti libéral en entier. Une telle conclusion se rapproche énormément de celle avancée par Alain Lavigne, qui affirme dans son récent ouvrage que la stratégie de marketing efficace de l'Union nationale et les erreurs des libéraux sont des facteurs importants expliquant le résultat de l'élection[94]. Conclusion, qui rompt définitivement avec la vision fataliste du résultat de l'élection provinciale de 1966, que plusieurs par le passé ont directement associé à une carte électorale désuète plutôt qu'aux stratégies unionistes pour en tirer profit.

De plus, l'exploitation du mécontentement populaire et la stratégie du *poll-par-poll* auront

été de bonnes approches pour faire sortir le vote des Québécois. Allant plus loin que la simple critique contre le gouvernement, Johnson aura su se servir de ce mécontentement pour mieux faire passer son propre programme auprès de la population. Le parti aura ainsi gagné à se concentrer principalement sur les agriculteurs, les démunis et les Québécois habitant les zones éloignées des centres urbains, puisqu'on observe dans les résultats que ces derniers auront massivement appuyé le parti de Daniel Johnson[95]. Bien que cet article ne vise pas à comprendre les raisons qui ont poussé la population québécoise à élire l'Union nationale, suite à nos recherches nous nous permettons d'émettre une hypothèse, qui pourrait être pertinente d'analyser dans des études futures: l'exploitation du mécontentement par l'Union nationale, lors de la campagne de 1966, aurait pu faire ressortir la volonté d'un pan important de la population de voir, certes, ralentir la hausse des taxes et les dépenses gouvernementales, mais aussi, à l'opposé, de voir certaines réformes, et modernisations atteindre avec plus de vigueur certaines régions. Plusieurs Québécois se sentant délaissés et oubliés par les libéraux, l'appui à l'Union nationale pourrait ainsi signifier une volonté forte d'une portion de l'électorat de voir plus et non moins de modernisations et de réformes toucher leurs comtés. Il pourrait être désormais intéressant de se pencher sur la question de la réceptivité de la population quant aux messages et aux promesses faites par les partis politiques et son lien avec le résultat du scrutin de 1966. Il serait intéressant selon nous de faire de plus amples recherches sur le sujet, car si l'appui de la population pour l'équipe de Johnson traduisait réellement une volonté de mettre de l'avant plus de réformes, cela viendrait remettre en cause les conclusions amenées par Linteau et al., qui affirment, que le résultat du scrutin de 1966 traduit une volonté de mettre un frein aux réformes du gouvernement provincial[96].

---

[1] 63 députés du Parti libéral sont élus et 31 députés de l'Union nationale.

[2] Léon Dion, *La révolution déroutée 1960-1976*, Québec, Boréal, 1998, p.64

[3] *Ibid.*

[4] Réjean Pelletier, *Partis politiques et société québécoise de Duplessis à Bourassa 1944-1970*,

Montréal, Édition Québec/Amérique, 1989, p.305

[5] Léon Dion, *Op. cit.* p.51

[6] *Idem.* p.64

[7] Pierre Godin, *La difficile recherche de l'égalité La révolution tranquille vol. II*, Louiseville, Boréal, 1991, p.57

[8] Réjean Pelletier, *op cit.* p.303

[9] Vincent Lemieux, *Les partis générationnels au Québec : passé, présent, avenir*, Québec, Les Presses de l'Université de Laval, 2011, p.57

[10] Jean-V. Dufresne, *Grâce à une majorité de quatre sièges à l'Assemblée législative l'Union nationale au pouvoir mais M. Lesage reste pour l'instant à son poste cinq ministres libéraux sont défaits*, Le Devoir, 6 juin 1966, p.1

[11] G. Bergeron, *Du Duplessisme au Johnsonisme 1956-1966*, Ottawa, édition parti pris, 1967, p.343

[12] *Ibid.*, p.340-341

[13] Louis Massicote, « L'incidence partisane des inégalités de la carte électorale québécoise depuis 1900 », *Recherches sociographiques*, 24, 2 (1983), p.155

[14] Réjean Pelletier , *Op. cit.*, p.300

[15] André Grenier, « La carte électorale de 1962 à 2008 », *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*, 37, 2 (2008), p. 39. Malgré cette récente refonte de la carte, les journalistes au lendemain de l'élection, ainsi que les chercheurs des décennies suivantes, diront de cette carte électorale qu'elle était « désuète ». C'est pourquoi nous utiliserons à l'occasion cette appellation, bien que nous soyons au courant des changements qui y avaient été apportés dans l'année avant l'élection de 1966.

[16] Richard Daignault, *Lesage*, Montmagny, Libre Expression, 1981, p.241



[17] André Grenier, *loc. cit.*, p.39

[18] Alain Lavigne, *Lesage le chef télégénique Le marketing politique de l'équipe du tonnerre*, Québec, Septentrion, 2014, p. 121

[19] Le but premier de cet article n'étant pas d'expliquer de façon très précise l'ensemble des programmes électoraux, nous vous recommandons de consulter cet ouvrage pour plus de détails et de précisions, Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec Un siècle de programmes politiques québécois Tome II*, Ottawa, Les Éditions Leméac Inc, 1971.

[20] Il n'y a pas réellement un article en particulier, plutôt un ensemble. On voit apparaître ce sujet dans la semaine avant le déclenchement des élections provinciales, dans l'ensemble des journaux francophones. Le sujet est abordé de façon générale un peu à tâtons. Personne n'est assuré de rien, mais beaucoup en parlent.

[21] Lewis Seale, «Opposition Applauds Date», *The Gazette*, 19 avril 1966, p.1

[22] «It's June The Fifth», *The Gazette*, 19 avril 1966, p.6 & SAURIOL, Paul, «Les élections provinciales pour négocier avec Ottawa», *Le Devoir*, 21 avril 1966 p.4. Il s'agit de deux exemples, mais la contestation concernant la raison annoncée pour le déclenchement apparaît rapidement dans les médias, que ce soit sous forme d'éditorial ou de simple référence à l'intérieur de plus gros articles. Alain Lavigne fait également référence, à la page 121 de son ouvrage, à une enquête d'opinion qui aurait poussé les libéraux à entrer en élection dès le printemps. Le tout donne ainsi

raison aux contestataires de l'époque. Voir A. Lavigne, *op. cit.*, p.121

[23] Pierre Godin, *Op. cit.* p.83

[24] Normand Girard, «Le cabinet met la dernière main au programme électoral libéral», *Le Soleil*, 19 avril 1966, p.3. L'Histoire ne dit malheureusement pas si ce courriériste obtiendra son gain au lendemain du dévoilement des résultats du vote.

[25] Pierre Godin, *Daniel Johnson 1964~1968 la difficile recherche d'égalité*, Montréal, Les éditions de l'Homme, p. 80

[26] Claude Ryan, «Le manifeste libéral : premières impressions», *Le Devoir*, 25 avril 1966, p.4

[27] Gilles Lesage, «Jean Lesage de la sérénité du chef d'État à l'agressivité du chef de parti», *Le Devoir*, 4 juin 1966, p.3

[28] Le terme «campagne-éclair» ne semble pas avoir un point de départ bien précis, mais se répand rapidement dans l'ensemble des médias, qui s'en servent pour désigner la campagne menée par Lesage, qui a un rythme effréné.

[29] «Le premier ministre inaugure les travaux de construction d'une usine à Matane et lance l'opération charme!», *Le Devoir*, 25 avril 1966, p.1

[30] Gordon Pape & Lewis Seale, «Queber P.S.», *The Gazette*, 27 mai 1966, p.5. Bien que cette affirmation soit basée sur des estimations, le journal *The Gazette* estime le record de Lesage à 1000 poignées de main quotidiennement, durant 35 jours. Bien qu'il y ait sûrement exagération, cela nous laisse toutefois bien voir l'ampleur des foules, et l'orientation que prend le Parti libéral, qui veut que son chef rencontre un maximum de gens durant la campagne.

[31] Gordon Pape & Lewis Seale, «The campaign across Quebec- A study in contrasts», *The Gazette*, 4 juin 1966, p.29

[32] Maurice Béland, «Créant un emploi pour 650 à 800 ouvriers. Fonderie de \$8 à 10 millions à Louiseville», *Le Nouvelliste*, 9 mai 1966, p.1

[33] *Ibid.*

[34] Gilles Lesage, «Le premier ministre engage les cultivateurs à être moins individualistes, à travailler ensemble», *Le Devoir*, 14 mai 1966, p.1

[35] «Lesage abime la pancarte d'un gréviste», *Le Devoir*, 26 mai 1966, p.1

[36] Jean Francoeur, «Les investisseurs ont peur du Québec, dit M. Johnson», *Le Devoir*, 17 mai, p.1

[37] Alain Lavigne, *op cit*, p.121 et 152

[38] Vincent Lemieux, *Le Parti Libéral du Québec Alliances, rivalité et neutralités*, Québec, Les Presses de l'université Laval, 2008, p.107

[39] Claude Ryan, «Où est le plus grand risque?», *Le Devoir*, 6 mai 1966, p.4

[40] «Recommandations du 4<sup>e</sup> volume du rapport Parent », *Le Presse*, 7 mai 1966, p.1 et 9

[41] Jean Francoeur, «M. Johnson somme M. Lesage de se prononcer», *Le Devoir*, 9 mai 1966,

p.1. Johnson voulait pousser le gouvernement à adopter une attitude défensive et ainsi, l'amener à débattre sur les sujets voulus par les unionistes.

[42] Jacques Rioux, «Évitons d'agir d'une façon irresponsable», *Le Nouvelliste*, 12 mai 1966, p.1

[43] «Objectif prioritaire de M. Gérin-Lajoie jusqu'en 1970 : programme complet d'éducation d'adultes», *Le Devoir*, 13 mai 1966, p.3. Le principal point du programme était axé sur l'enseignement aux adultes, question de faire profiter les adultes aussi de ce renouveau en éducation qu'apportent les diverses réformes dans le système.

[44] Alain Lavigne, *Op cit*, p.139-140

[45] Jean Loïselle, *Daniel Johnson le Québec d'abord*, Montréal, VLB éditeur, 1999, p.70

[46] « Publicité : Éducation ... nouvelle étape», *Le Devoir*, 24 mai, p.7. Voir Figure 1

[47] « Publicité : Pour cacher la vérité à la nation, les Libéraux déclenchent des élections», *Le Devoir*, 10 mai, p.7. Voir Figure 2

[48] Normand Girard, «Le Cabinet met la dernière main au programme électoral libéral», *Le Soleil*, 19 avril 1966, p.3. Bigot fut intendant de Nouvelle-France durant la guerre de sept ans, les dépenses de la couronne pour la défense de la colonie avaient alors été multipliées par cinq en l'espace de quatre ans sous son intendance.

[49] Paul Sauriol, «Les élections provinciales pour négocier avec Ottawa», *Le Devoir*, 21 avril 1966, p.4

[50] «Johnson : les gens en ont assez d'être les cobayes payants du parti libéral», *Le Devoir*, 21 avril 1966, p.1

[51] Jean Francoeur, «Johnson : insolvable, Québec n'a plus les moyens de se tenir debout devant Ottawa», *Le Devoir*, 16 mai 1966, p.1-2

[52] *Id.*, «Les investisseurs ont peur du Québec, dit M. Johnson», *Le Devoir*, 17 mai 1966, p.1

[53] «Le premier ministre déclare à Caplan, Une seule chose a diminué depuis 1960 dans le Québec : le chômage!», *Le Devoir*, 6 mai 1966, p.1

[54] «Stimuler l'industrie et les investissements», *Le Soleil*, 20 avril, p.1

[55] Paul-Émile Plouffe, «L'Union nationale présente son programme», *Le Nouvelliste*, 3 mai 1966, p.4

[56] Claude Ryan, «Les positions économiques et sociales», *Le Devoir*, 4 mai 1966. p.4

[57] «Programme de l'UN : étude de treize schémas et création de ...», *Le Soleil*, 2 mai 1966, p.6

[58] Jean Francoeur, «Le chef de l'UN réclame lui aussi la publication immédiate de la dernière tranche du rapport Parent», *Le Devoir*, 2 mai 1966, p.5

[59] Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec Un siècle de programmes politiques québécois Tome II*, Ottawa, Les Éditions Leméac Inc, 1971, p.405 à 425.

[60] Claude Ryan, «Les positions constitutionnelles et fiscales (I)», *Le Devoir*, 3 mai 1966, p.4

[61] *Id.*, «Les postions économiques et sociales (II)», *Le Devoir*, 4 mai 1966, p.4

[62] Antoine Ladouceur, «L'UN entend faire du Québec un véritable État national (Johnson)», *Le Soleil*, 2 mai 1966, p.1

[63] Jean Francoeur, «L'Union nationale laisse son principal adversaire prendre une bonne quinzaine d'avance», *Le Devoir*, 4 mai 1966, p. 1 et 2

[64] *Ibid.*

[65] *Ibid.*

[66] Jean Francoeur, «Gaspésie : Johnson a joué la carte du mécontentement», *Le Devoir*, 19 mai 1966, p.12

[67] Pierre Godin, *Op. cit.* p.82



[68] *Ibid.*

[69] Lewis Seale, «Liberals Don't Understand», *The Gazette*, 13 mai 1966, p.1

[70] Jean Francoeur, «M. Johnson : l'U.N. s'oppose à l'ass.-santé universelle», *Le Devoir*, 18 mai 1966, p.1

[71] *Id.*, «Gaspésie : Johnson a joué la carte du mécontentement», *Le Devoir*, 19 mai 1966, p.12

[72] Gordon Pape, «National Union : Top Image Lacking», *The Gazette*, 24 mai 1966, p.6

[73] Grant Johnston, «NU Starts Biggest Campaign For Metropolitan Montreal», *The Gazette*, 24 mai 1966, p.7

[74] Antoine Ladouceur, «Johnson canonne une forteresse libérale», *Le Soleil*, 3 juin 1966, p.3

[75] Jean Francoeur, «M. Johnson tente d'ébranler la forteresse libérale de Montréal», *Le Devoir*, 28 mai 1966, p.9

[76] «M. Lesage prononce son plus virulent discours», *Le Devoir*, 2 juin 1966, p.1

[77] « Publicité : Gabias c'est mon député », *Le Nouvellistes*, 2 juin 1966, p.9. Voir Figure 3

[78] Jean Loïselle, *Op. cit.* p.55

[79] Pierre Godin, *La difficile recherche de l'égalité La révolution tranquille vol.II*, Louiseville, Boréal, 1991, p.47

[80] Pierre O'Neil & Jacques Benjamin, *Les mandarins du pouvoir l'exercice du pouvoir au Québec de Jean Lesage à René Lévesque*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 1978, p.61

[81] « Publicité : Québec en marche... vers la faillite! », *Le Soleil*, 3 juin 1966, p.22. Voir Figure 4

[82] « Publicité : Jean Lesage a trahi le Québec », *Le Devoir*, 3 juin 1966, p.10. Voir Figure 5

[83] Jean Loiselle. *Op cit.* p.55

[84] Pierre O'Neil & Jacques Benjamin, *Op. cit.*, p.45

[85] Jean Loiselle, *Op. cit.* p.55

[86] *Ibid.* p.56

[87] Pierre Douilly, *Atlas des élections au Québec 1867-1985*, Québec, Bibliothèque de l'assemblée nationale, 1989, s.p. L'ouvrage n'étant malheureusement pas paginé et uniquement divisé entre les diverses élections, je ne peux malheureusement pas être plus précis qu'en confirmant que j'ai pris les diverses données, du paragraphe suivant, dans les tableaux et graphiques concernant les élections provinciales et 1962 et 1966.

[88] Le chiffre réel et officiel à la suite d'un recomptage est en fait 56 pour l'U.N. et 50 pour le Parti libéral.

[89] Pierre Drouilly, *op. cit.*, s.p.

[90] Les comtés de : St-Henri, St-Jacques, Sainte-Marie, Maisonneuve, Bourget et Lafontaine.

[91] Les comtés de : Rivière-du-loup, Kamouraska, Mégantic, Arthabaska, Nicolet, Richelieu, Saint-Hyacinthe, Iberville et St-Jean.

[92] Jean-V. Dufresne, «L'Union nationale au pouvoir», *Le Devoir*, 6 juin 1966, p.1

[93] R. Daignault *Op. cit.* p. 243

[94] Alain Lavigne, *Op. cit.*, p. 121

[95] À l'exception du comté de Gaspé, qui par une centaine de voix d'avance élira le candidat libéral.

[96] P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert & F. Ricard, *Op. cit*, p.426